



**MINISTÈRES
TRANSITION ÉCOLOGIQUE
COHÉSION DES TERRITOIRES
MER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de gestion

Sous-direction des personnels administratifs et maritimes

*Bureau des personnels administratifs de catégorie A et
des emplois fonctionnels de direction*

Affaire suivie par : Estelle FASQUELLE
estelle.fasquelle@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 01 40 81 60 47

Courriel : pam11-gsc.drh.sg@developpement-durable.gouv.fr

**Secrétariat général
Direction des ressources humaines**

Paris, le 16 mars 2021

Les ministres

A

Mesdames et Messieurs les directeurs
d'administration centrale

Mesdames et Messieurs les chefs des services
déconcentrés

Mesdames et Messieurs les chefs des services
techniques centraux

Mesdames et Messieurs les directeurs
d'établissement publics

Objet : Avancement au grade d'administrateur général (AG) et à l'échelon spécial (ES) du grade d'administrateur général au titre de l'année 2021.

PJ : 7 (cf. liste en fin de note)

En application des lignes directrices de gestion relatives aux parcours professionnels et aux promotions, la préparation du tableau d'avancement à la promotion au grade d'administrateur général au titre de l'année 2021 a été engagée par le pôle ministériel.

Cette procédure concerne les administrateurs civils (AC) rattachés en gestion au ministère de la transition écologique, au ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et au ministère de la Mer (MTE-MCTRCT-Mer).

1- Les promotions au GrAF d'administrateur général au titre de l'année 2021

1-1 Les agents éligibles

1-1-1 Les conditions à remplir

En application de l'article 11 bis du décret n°99-945 du 16 novembre 1999 modifié portant statut particulier du corps des AC, l'avancement au grade d'AG est subordonné :

a- d'une part, à une condition d'échelon : il convient d'avoir atteint au moins le 5ème échelon du grade d'AC hors classe (ACHC), cette condition pouvant être remplie au plus tard au 31 décembre 2021 au titre du tableau d'avancement 2021.

b- d'autre part, au respect des critères suivants :

- soit, au titre du 1er vivier, avoir effectué, au 15 décembre 2020, **6 ans** de services en position de détachement dans un ou plusieurs des emplois suivants :
 - emplois à la décision du Gouvernement ;
 - emplois fonctionnels des administrations de l'État, des collectivités territoriales, des établissements publics administratifs et des services administratifs placés sous l'autorité du secrétaire général du Conseil d'État et du secrétaire de la Cour des comptes, dotés d'un indice terminal correspondant au minimum à la HEB ;
 - emplois supérieurs du secteur public de niveau comparable définis par arrêté interministériel.

Sont également pris en compte :

- les fonctions accomplies dans un échelon fonctionnel ou une classe fonctionnelle doté d'un indice au moins égal à la HEB ;
- les services accomplis auprès des organisations internationales intergouvernementales ou les administrations des États membres de l'Union européennes ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen sur des emplois de niveau équivalent, sous réserve de l'agrément préalable de la DGAFP.

- soit, au titre du 2ème vivier, avoir exercé pendant **8 ans**, à la date du 15 décembre 2020, des fonctions supérieures d'un niveau particulièrement élevé de responsabilité définie par arrêtés.

Les fonctions prises en compte au titre de ce 2^{ème} vivier sont listées par arrêtés ministériels et notamment :

- l'arrêté interministériel du 7 mai 2013 modifié relatif au corps des administrateurs civils, portant application de l'article 11 bis du décret n°99-945 (cf. arrêté en pièce jointe) ;
- par l'arrêté du 30 mai 2013 modifié fixant la liste des fonctions particulières au ministère de l'égalité des territoires et du logement et au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (cf. arrêté en pièce jointe) ;
- par les arrêtés des autres départements ministériels ou entités administratives fixant la liste des fonctions particulières de chacun d'entre eux en application de l'article 11 bis du décret n°99-945 ;
- par l'arrêté du 20 novembre 2019 fixant la liste des fonctions particulières aux administrations employant des architectes et urbanistes de L'État (AUE). Cet arrêté, par « effet miroir », concerne aussi les administrateurs civils.

Sont également proposables, au titre d'un 3ème vivier, les ACHC ayant atteint le dernier échelon de leur grade et satisfait à l'obligation de mobilité prévue à l'article 16 du décret statutaire lorsqu'ils ont fait preuve d'une valeur professionnelle exceptionnelle.

Il convient enfin de noter les points suivants :

- les services accomplis au titre du 1er vivier d'une durée cumulée inférieure à 6 ans sont pris en compte dans le calcul des 8 années requises au titre du 2^{ème} vivier ;
- les fonctions doivent avoir été exercées en position d'activité ou de détachement dans le corps des AC, dans un corps ou cadre d'emplois de niveau comparable ou dans un emploi de même niveau au sein des personnes morales de droit public ;
- les agents proposés au titre du 3^{ème} vivier ne doivent être éligibles ni au titre du 1^{er} vivier, ni au titre du 2^{ème}.

L'accès au grade d'AG sera prononcé au plus tôt au 1^{er} janvier 2021 ou à la date à laquelle les agents rempliront les conditions d'éligibilité en cours d'année, et en tout état de cause au plus tard au 31 décembre 2021.

1-2 La détermination du nombre de promotions possibles (à titre d'information)

En application de l'article 11 quater du statut particulier des AC, le nombre d'ACHC pouvant être promu au grade d'AG chaque année est contingenté dans la limite d'un pourcentage appliqué à l'effectif du corps des AC considéré au 31 décembre de l'année précédant celle au titre de laquelle sont prononcées les promotions. Ce pourcentage est fixé par arrêté.

Ainsi, en application de l'article 3 de l'arrêté du 10 juillet 2012, ce pourcentage est de 20 % dans le cadre du tableau d'avancement établi au titre de 2021.

Pour le calcul du nombre de promotions possibles au titre de l'année 2021, il convient d'appliquer ce pourcentage à l'effectif du corps des AC déterminé au 31 décembre 2020, puis de soustraire le nombre d'agents détenant le grade d'AG à cette même date.

2- Les promotions à l'échelon spécial du grade d'administrateur général au titre de l'année 2021

2-1 Les agents éligibles

2-1-1 Les conditions à remplir et dates de référence à prendre en compte

En application du II de l'article 10 du statut particulier des AC, peuvent accéder au choix à l'échelon spécial du grade d'AG, les AG comptabilisant au moins 4 ans d'ancienneté au 5^{ème} échelon de leur grade, calculée au 31 décembre 2021, ou ayant occupé pendant 2 années, au cours de la période de référence du 15 décembre 2015 au 15 décembre 2020, un emploi à la décision du Gouvernement défini par l'article 25 de la loi du 11 janvier 1984.

2-1-2 La date de promotion

L'accès à l'échelon spécial du grade d'AG sera prononcé au plus tôt au 1^{er} janvier 2021 ou à la date à laquelle les agents rempliront les conditions d'éligibilité en cours d'année, et en tout état de cause au plus tard au 31 décembre 2021.

2-2 La détermination du nombre de promotions possibles (à titre d'information)

Le nombre d'AG pouvant être promu à l'échelon spécial du grade d'AG chaque année est contingenté dans la limite d'un pourcentage appliqué à l'effectif du grade d'AG considéré au 31 décembre de l'année précédant celle au titre de laquelle sont prononcées les promotions. Ce pourcentage est fixé à 15 % (cf. article 1er de l'arrêté du 10 juillet 2012).

Pour le calcul du nombre de promotions possibles au titre de 2021, ce pourcentage est appliqué à l'effectif du grade des AG déterminé au 31 décembre 2020, auquel il convient de soustraire le nombre d'agents détenant l'échelon spécial d'AG à cette même date. En effet, il s'agit d'un échelon contingenté.

3- La procédure

3-1 Calendrier

Procédure	Dates pour les promotions à AG et à l'échelon spécial d'AG au titre de 2021
Transmission des dossiers au format électronique au bureau SG/DRH/G/PAM1 et au chargé de mission d'encadrement supérieur pour les administrateurs civils et les architectes et urbanistes de l'Etat	<u>16 avril 2021</u> (date limite)
Transmission par la DRH des fiches de proposition et de la liste des agents proposés à la DGAFP	<u>1^{er} juin 2021</u> (date limite)

J'appelle votre attention sur la nécessité de respecter la date du 16 avril 2021 afin d'assurer le bon déroulement de la procédure.

⚠ Les directions ou services qui n'ont aucune proposition à formuler adresseront impérativement un « état néant » selon la même procédure.

3-2 Composition du dossier et la transmission du dossier

Les fiches individuelles de proposition, à rédiger avec le plus grand soin selon le modèle ci-joint, seront systématiquement transmises par l'autorité hiérarchique du candidat aux deux adresses suivantes :

- pam11-gsc.drh.sg@developpement-durable.gouv.fr (Bureau de gestion des AC)
- pierre-yves.eyraud@developpement-durable.gouv.fr (Chargé de mission d'encadrement supérieur pour les administrateurs civils et les architectes urbanistes de l'Etat).

4- Les Contacts SG/DRH/G/PAM1 et MS3P

Pour toutes questions relatives à ce dispositif vous pouvez vous adresser à :

- Estelle FASQUELLE, Cheffe du pôle encadrement supérieur :
01.40.81.60.47 estelle.fasquelle@developpement-durable.gouv.fr
- Pierre-Yves EYRAUD, Chargé de mission des corps AC et AUE :
01.40.81.10.19 pierre-yves.eyraud@developpement-durable.gouv.fr

Je vous serais obligée de bien vouloir porter cette note à la connaissance des agents de votre direction (ou service) remplissant les conditions pour bénéficier d'une de ces promotions au titre de l'année 2021.

Liste des pièces jointes

- Décret n° 99-945 du 16 novembre 1999 modifié portant statut particulier du corps des administrateurs civils ;
- Arrêté du 10 juillet 2012 fixant les pourcentages mentionnés aux articles 10 et 11 quater du décret n° 99-945 du 16 novembre 1999 modifié ;
- Arrêté du 7 mai 2013 modifié portant application de l'article 11 bis du décret n°99-945 du 16 novembre 1999 modifié portant statut particulier du corps des administrateurs civils ;
- Arrêté du 30 mai 2013 modifié fixant la liste des fonctions particulières au ministère de l'égalité des territoires et du logement et au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie en application de l'article 11 bis du décret n°99-945 du 16 novembre 1999 modifié portant statut particulier du corps des administrateurs civils ;
- Arrêté du 20 novembre 2019 fixant la liste des fonctions particulières aux administrations employant des architectes et urbanistes de l'Etat en application de l'article 14-1 du décret n° 2004-474 du 2 juin 2004 modifié portant statut du corps des architectes et urbanistes de l'Etat ;
- 2 modèles de fiche de proposition (AG et ES d'AG).